

Questions orales

Si le gouvernement veut regagner la confiance des Canadiens il doit définir ses priorités et éliminer le bouchon au niveau du cabinet.

* * *

[Français]

LES SCIENCES

L'IMPORTANCE DE LA TENUE DU CONGRÈS ANNUEL DE L'ACFAS
À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, cette semaine dans la circonscription d'Ottawa—Vanier se tient un événement fort important qu'il me fait plaisir de souligner. Je veux parler du congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences qui se tient à l'Université d'Ottawa. Ce congrès scientifique est très important car il assure la vitalité de la langue française dans le domaine scientifique. On connaît tous l'importance de la langue anglaise comme langue de travail et de communication dans le monde scientifique. Or, il faut encourager l'usage du français dans ce monde scientifique. Par exemple, seulement 5 p. 100 des articles publiés dans les 13 journaux scientifiques du Conseil national de recherches sont en français. Il faut changer cela. L'ACFAS, grâce à des congrès comme celui qui se tient présentement, démontre qu'il est possible de faire de la science de qualité en français. Je veux féliciter et rendre hommage à tous les chercheurs francophones et leur souhaiter la bienvenue et un excellent séjour chez nous à Ottawa—Vanier.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE—
LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, je voudrais commenter la réponse du premier ministre (M. Mulroney) à une question que le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) lui a posée hier. Il s'attribuait le mérite des emplois créés au Canada en soutenant que le député se trompait. Voici ce qu'il a ajouté:

Environ 46 p. 100 des emplois qui ont été créés se trouvent en Ontario, 28 p. 100 au Québec, 22 p. 100 dans l'Ouest et ainsi de suite.

Monsieur le Président, l'«ainsi de suite», c'est la région de l'Atlantique. Les trois régions dont il a parlé se partagent 96 p. 100 des emplois. Et l'«ainsi de suite» seulement 4 p. 100. Si le premier ministre n'a toujours pas l'intention de s'occuper de la région de l'Atlantique, qu'il le reconnaisse au moins et qu'il la désigne par son nom dans ses réponses à la Chambre.

• (1120)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES
INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS DANS L'INDUSTRIE
CANADIENNE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au vice-premier ministre. Depuis trois jours, j'essaie de faire dire au gouvernement qui parlait en son nom à l'égard des exigences des États-Unis au sujet des prises de contrôle.

Simon Reisman, notre négociateur en chef, aurait déclaré et je cite: «... les Américains ont fait clairement comprendre à tous les niveaux, au niveau du président comme à celui des secrétaires et des négociateurs, qu'ils tenaient à négocier au sujet des investissements dans le sens le plus large du terme». Telles sont les paroles que rapporte Terry Wills dans un article paru dans la *Gazette de Montréal* du 21 mai.

Pourtant, la ministre du Commerce extérieur a nié la chose hier. Hier également, à la Chambre des communes, le premier ministre m'a d'abord répondu que le président avait abordé la question avec lui, après quoi il a déclaré le contraire, tout cela dans deux réponses qui figurent dans le hansard.

Le premier ministre a-t-il révélé à la ministre du Commerce extérieur ce que le président des États-Unis lui avait dit à propos des prises de contrôle américaines et de l'assouplissement des règles relatives aux investissements? Si c'est le cas, peut-il nous expliquer qui parle au nom du gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a porté une accusation sans fondement, à la Chambre hier, lorsqu'il a parlé de «droits absolus». Il a eu la décence de retirer ses paroles. Il vient de récidiver à l'égard des déclarations que le premier ministre a faites hier. J'espère qu'il aura la décence de retirer ses accusations.

J'espère également que le chef de l'opposition et ses collègues présenteront les faits tels qu'ils sont sans essayer de semer la peur ou de répandre des faussetés à la Chambre des communes.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je crois que les paroles de Simon Reisman que je viens de citer sont parfaitement exactes et que le hansard atteste de l'ambiguïté des réponses que le premier ministre m'a données hier. Je laisserai à chaque député le soin d'en juger.